



DISCOURS DE CHRISTIAN LEVRAT, PRÉSIDENT DU PS SUISSE

Seules les paroles prononcées font foi.

Chères et chers camarades,
Liebe Genossinnen und Genossen,

Vous l'avez peut-être entendu, c'est la dernière Assemblée des délégué-e-s que j'ai la joie de diriger. Et je dois vous dire que c'est avec une pointe de nostalgie que j'ai pris la décision, après douze ans, de ne pas briguer un nouveau mandat en qualité de président de notre parti. Ces années sont passées – au moins pour moi – comme un éclair, et je mesure l'extraordinaire privilège d'avoir pu vivre, pleinement et à vos côtés, mes passions pour la politique et la justice sociale. Mais le temps est venu de tourner la page, et pour le parti de désigner une nouvelle équipe.

Il est trop tôt pour prendre congé, et ce pour trois raisons. Premièrement parce que nous allons le faire en avril, lors de notre Congrès de Bâle. Ce sera l'occasion de remercier toutes celles et tous ceux sans qui rien ne serait possible, à commencer par Rebekka et Michael, leurs prédécesseurs, Flavia et Leyla, Stefan et Thomas et, à travers eux, tout le personnel du secrétariat central. De dire aussi que le travail effectué est celui d'une équipe, que le temps et l'énergie investis par les membres de la Présidence et ceux du Comité directeur méritent notre reconnaissance. De dire enfin et surtout – et je l'aurai répété souvent ces dernières années – que je crois à l'intelligence collective, et que si quelque chose me reste ce sera ces milliers d'hommes et de femmes qui incarnent le parti dans nos villages et dans nos quartiers. Ce sont eux qui ont sillonné villes et campagne pour convaincre durant cette longue campagne électorale, et c'est pour chacune d'entre elles, chacun d'entre eux, chacun d'entre nous que nous nous devons de tirer les leçons des dernières élections.

Et c'est précisément la seconde raison pour laquelle il serait déraisonnable de consacrer notre temps à des remerciements et à des célébrations. Nous devons réfléchir ensemble aux causes de notre surprenant recul en octobre dernier, et à ce que nous entendons faire de la prochaine législature, avec le parlement le plus progressiste que la Suisse ait connu depuis des décennies.

La troisième raison pour reporter ces cérémonies, c'est que je ne disparais pas de la scène politique. Je me réjouis même de contribuer, avec d'autres, à transformer l'essai durant la législature à venir et à faire en sorte, qu'en 2023, nous puissions constater qu'en matière de politique climatique, que sur les retraites et sur les primes, que sur la question européenne, nous avons fait des progrès considérables. Cependant, je me tairai sur le profil des camarades qui me succéderont et les options qu'ils et elles vous présenteront. J'entends me faire discret sur les affaires strictement partisans. J'ai eu douze ans pour dire ce que j'avais à dire. À d'autres de le faire dorénavant.

Dans l'immédiat, il me semble que trois points méritent d'être abordés : le bilan des élections, les perspectives de la législature et la composition du Conseil fédéral.

Une gauche triomphante, un PS au plus bas, pourquoi ?

Beaucoup a déjà été dit sur les élections du 20 octobre. Les Verts ont gagné 16 sièges au Conseil national. Nous en avons perdu 4. On a glosé sur le plus mauvais score de l'histoire du PS Suisse. C'est vrai, et même si c'est également le plus mauvais score de l'histoire du PDC et du PLR, même si l'UDC a subi la pire perte en sièges qu'un parti politique n'ait jamais enregistré en Suisse, notre recul est d'autant plus douloureux qu'il nous a surpris, avouons-le.

Nous allons vous présenter, non pas une analyse exhaustive, mais quelques faits pour nourrir nos réflexions. Mais avant d'y venir, laissez-moi vous mettre en garde. Demain ou lundi plus vraisemblablement, nous lirons dans quelques titres bien-pensants que cette analyse est bien mièvre et complaisante. Leurs papiers sont déjà écrits : la seule analyse qui leur conviendrait serait celle qui conduirait le PS Suisse à adhérer immédiatement et en masse au Parti Vert'libéral. Ce n'est pas la mienne, n'en déplaise au *Tages Anzeiger*, au *Bund* ou à la *NZZ*.

Je ne doute pas du reste ce que certaines et certains ici penseront à la lecture de ce document : bien sûr, c'est vrai, mais c'est un peu court. D'accord. C'est un peu court, parce que nous avons fait l'effort de mettre en évidence ce qui est avéré, les faits auxquels nous devons nous confronter. Il ne s'agit pas à ce stade de convictions personnelles, mais d'analyses. Les syndicalistes peuvent penser qu'il faut mettre davantage la question sociale en évidence, les sociaux-libéraux que notre approche du monde du travail doit être modernisée, les pro-européens que nous devons aborder avec plus d'enthousiasme la question européenne, les spécialistes de la politique environnementale que nous devrions en faire plus ou différemment. Ces débats sont légitimes, nous allons les mener. Mais laissez-moi, avant tout, rappeler quelques faits, parmi ceux qui me paraissent les plus saillants dans l'analyse qui vous a été remise.

Premier constat :

L'électorat de gauche voulait envoyer un signal aussi fort que possible en faveur du climat et il a réussi.

L'élection de 2019 était en effet une « élection climatique ». Tous les chiffres et toutes les études disponibles à ce jour montrent que le PS a surtout perdu des voix au profit des Verts, et seulement dans une faible mesure au profit des Vert'libéraux. Cela est vrai, même dans le canton de Zurich, comme le montrent les premières évaluations de l'office fédéral de la statistique (OFS) : les Verts progressent au détriment du PS, les Vert'libéraux aux dépens du PLR.

Pendant la campagne électorale, nous avons toutes et tous assisté à des conversations de ce genre : « D'habitude, je vote toujours pour le PS, je sais que vous faites une meilleure politique que les Verts, y compris en matière écologique, mais je veux envoyer le signal le plus fort possible en faveur du climat. Cette fois-ci, je voterai vert. »

Dans la même logique, et pour les mêmes raisons, les jeunes qui manifestent pour le climat ont voulu donner le signe le plus énergique, et se sont naturellement tournés vers le parti qui, à leurs yeux, incarne le mieux ce virage climatique : parmi les nouveaux électeurs et électrices et ceux qui votaient pour la première fois, la part soutenant le PS est tombée d'environ 20 % à 12 %. Les Verts, au contraire, ont doublé leur part dans ce groupe d'électeurs, pour atteindre environ 20 %. Ces électeurs, ce sont nos enfants et adolescents qui manifestent depuis des semaines en faveur du climat.

Deuxième constat :

Le PS et les Verts sont considérés comme interchangeables

Pendant la campagne électorale, nous avons répété, à de nombreuses reprises, que le PS poursuivait, dans une large mesure, la même politique climatique que les Verts. Cela est vrai, mais l'effet sur l'électorat est à double tranchant. Nous avons envoyé le message selon lequel il n'y avait aucune différence, politiquement parlant, à voter pour les Verts plutôt que pour le PS, et vice versa. La politique qui en résulte est la même, seul le signal diffère.

Cet effet a été renforcé par les notations et les évaluations Smartvote largement diffusées dans les médias classiques et sociaux – lesquelles notations et évaluations n'ont guère montré de différences entre PS et Verts. En outre, les apparentements étendus – aussi justes et importants soient-ils – n'ont pas aidé les électeurs à faire la différence entre le PS et les Verts.

Troisième constat :

Un fort désir de voir émerger des forces et des têtes nouvelles

Dans le brouhaha médiatique, on oublie souvent que le PS n'est pas le seul à avoir perdu du terrain. Le PDC et le PLR ont également obtenu les pires résultats électoraux de leur histoire. Et l'UDC a dû encaisser son plus mauvais score depuis 1999. Ensemble, les partis gouvernementaux « traditionnels » (PS, PLR, PDC et UDC) ont perdu 25 sièges et sont plus faibles que jamais en ce qui concerne les parts d'électorat et le nombre de sièges obtenus.

Cette évolution s'explique d'une part par la question climatique. Celles et ceux qui constatent que la politique a négligé la question climatique et qu'une nouvelle politique climatique est nécessaire sont plus enclins à choisir des partis qui n'appartiennent pas à « *l'establishment* » plutôt que des partis qui en ont fait trop peu à cet égard depuis des décennies. D'autre part, l'érosion des partis populaires traditionnels est un phénomène que l'on peut observer partout en Europe, voire dans le monde.

Parti établi, parti gouvernemental depuis 70 ans, contraint de faire ici et là des compromis, le PS a été partiellement – et de mon point de vue injustement – tenu pour coupable de l'échec de la droite à mener une politique climatique acceptable ou une politique européenne raisonnable, à réformer notre système de retraite ou à modérer les augmentations de prime. À l'heure du « dédagisme », certains ont visiblement considéré que le parti socialiste, avec son ancrage dans l'histoire sociale et politique de notre pays, ne faisait pas – provisoirement – partie de la solution, et qu'il n'incarnait pas suffisamment un renouveau de la politique en Suisse.

Quatrième constat :

La droite a réussi à réduire le thème de l'égalité à la question de la représentation.

Le 14 juin 2019, un demi-million de femmes ont manifesté en faveur de l'égalité salariale, de l'augmentation du nombre de places dans les crèches/garderies, de la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle, de la fin de la violence à l'égard des femmes, de la reconnaissance du travail d'aide non rémunéré (travail de *care*) et de la présence accrue des femmes en politique et dans l'économie. Les exigences formulées lors de cette manifestation, la plus grande de l'histoire de la Suisse, étaient multiples et progressistes. Or, une seule d'entre elles a réussi à faire son chemin jusque dans la campagne électorale : celle qui appelle de ses vœux un plus grand nombre de femmes en politique.

Avec l'aide des médias, le camp bourgeois a réussi à réduire le thème de l'égalité à la question de la représentation. Et avec succès, car la proportion de femmes au Conseil national a nettement augmenté et dépasse aujourd'hui pour la première fois la barre des 40 %. La raison principale vient du fait que, dans le camp bourgeois, beaucoup plus de femmes se sont portées candidates et ont été élues que par le passé.

Le PS n'a pas pu bénéficier de cette dynamique, bien qu'il – ou parce qu'il – donne déjà l'exemple d'une représentation équilibrée des genres au Parlement et dans les fonctions gouvernementales depuis des décennies. Les femmes ont été très bien élues sur les listes du PS également, mais probablement plutôt par cumul interne que par des votes panachés sur des listes tierces. La discussion sur la représentation a eu pour conséquence positive que les partis bourgeois ont, pour la première fois, encouragé et proposé des candidatures féminines. Le PS qui, comme les Verts, présente des listes électorales paritaires depuis des décennies, a ainsi perdu l'un des traits distinctifs « exclusifs » de son positionnement. Cette fois-ci, les électrices ayant tendance à voter pour le camp bourgeois ont trouvé suffisamment de femmes pour qui voter dans « leurs » partis. Il n'était dès lors plus impératif d'élire des membres du PS ou de panacher des listes tierces avec des femmes socialistes pour renforcer la représentation des femmes, car cela était aussi possible en donnant des voix au camp bourgeois.

En résumé, et dans l'attente des réflexions de nos hôtes et les vôtres tout à l'heure, permettez-moi une conclusion toute personnelle : la question climatique a dominé les élections, un électeur – plus vraisemblablement d'ailleurs une électrice – socialiste sur sept a voté pour les Verts. Son but était clair : envoyer un signal en faveur de l'environnement.

Dans ce contexte, nous avons mené une campagne de bloc opposant les progressistes à la droite dure. L'objectif général de notre campagne, « renverser la majorité de droite », et nos actions de mobilisation s'inscrivent par ailleurs dans cette logique. La justesse de notre leitmotiv s'est rapidement imposée aux yeux du public et a certainement aidé la gauche. Pour nous, en tant que socialistes, cela ne fonctionne cependant que si l'électorat nous associe dans le même temps à ce leitmotiv, autrement dit, si nous sommes perçus comme étant la force que l'on doit élire si l'on veut « renverser la majorité de droite ». Tel n'a manifestement pas été le cas. Au contraire : là où notre slogan a été compris comme « l'essentiel est de voter pour la gauche, quel que soit le parti », il aura conduit l'électorat peu lié aux partis à voter en faveur des partis écologistes.

Pour mobiliser la gauche, toute la gauche, nous avons gommé, ou minimisé, les différences entre les positions des Verts et les nôtres, parce que nous étions partenaires au sein de ce bloc progressiste. Il est donc logique, dans ces circonstances, que le parti le plus « *trendy* » emporte la mise. Et cette fois-ci, ce n'était pas le PS.

Pour nos successeurs, la question centrale dans cette situation sera de redéfinir, ou de confirmer, notre relation aux Verts : partenaires dans un front progressiste ou concurrents dans une gauche plurielle et changeante. Probablement un peu des deux. Mais dans quelles proportions ? Alliés ou concurrents sur quels thèmes ? Avec quelles lignes de fractures et quelles convergences sur les questions climatiques ?

Le parlement le plus progressiste depuis des décennies, pour quoi ?

La gauche – et le PS en particulier - est spécialiste de l'autocritique, même si quelques journalistes s'acharnent à écrire l'inverse. Mais cette phase d'introspection, pour nécessaire qu'elle soit, ne doit pas nous faire oublier l'essentiel : les hommes et les femmes qui nous ont élus ne l'ont pas fait pour nous permettre un stage d'immersion en état semi-dépressif sur le positionnement du parti. Mais pour faire de la politique, pour défendre leurs intérêts, pour faire progresser une Suisse écologique, sociale et solidaire.

Au final, notre stratégie électorale a été couronnée de succès, même si elle a conduit à renforcer le succès des Verts. La majorité de droite a cédé, et nous avons le parlement le plus progressiste que la Suisse ait connu depuis des décennies. C'est à nous, aujourd'hui, d'en faire quelque chose. Une législature est vite passée, nous devons nous y mettre immédiatement. Et ce d'autant plus que nous attendent deux votations décisives dans les mois à venir.

Nous voterons d'abord le 17 mai sur le maintien ou non de la libre-circulation des personnes. L'initiative de l'UDC pose une vraie question : voulons-nous maintenir les accords bilatéraux qui nous lient à l'Europe ? C'est le moment « *Swissxit* » de la politique. Renoncer à la libre-circulation, c'est d'abord priver nos concitoyens et concitoyennes de la possibilité de s'établir où ils l'entendent en Europe. Ils sont 700 000 à avoir fait le choix d'un séjour à l'étranger. C'est interdire à nos hôpitaux de recruter des médecins dans l'UE, c'est limiter drastiquement l'immigration des ingénieurs et des techniciens, dont notre industrie a pourtant un sérieux besoin. Rejeter la libre-circulation, c'est retourner à la Suisse des barbares, à l'indigne statut de « saisonnier », qui contraignait des familles entières à se séparer durant des années.

La priorité des priorités pour les mois à venir sera donc de mener cette campagne et de la gagner clairement. Nous pourrions ensuite reprendre plus sereinement les discussions sur un éventuel accord-cadre avec l'UE. Celles-ci, pardon de vous partager ici une conviction personnelle, ne pourront produire de résultats que sur la base d'une nouvelle offre de la Suisse à Bruxelles, une offre, notamment sur les questions salariales, qui émanera en temps utile des partenaires sociaux.

La seconde votation à laquelle nous allons être confrontée portera sur la loi sur le CO₂. Les milieux les plus réactionnaires ont déjà annoncé le référendum contre ce texte. Laissez-moi vous mettre en garde. Celui-ci ne sera pas aussi facile à gagner que certains se l'imaginent après cette vague verte aux élections. Les lois cantonales sur l'énergie ont été malmenées lors des votations les plus récentes, à Berne, à Soleure, à Fribourg il y a quelques années. L'UDC va tout mettre dans cette bataille, elle va chercher à briser l'élan de cette nouvelle législature par une victoire dans les urnes, comme nous avons réussi à le faire lors de la dernière législature avec notre référendum victorieux contre la RIE III.

Et pour être honnête avec vous, je suis très agacé de l'alliance des Verts avec l'UDC pour reporter au printemps le traitement de cette loi sur le CO₂ par le parlement. À mon sens, il faut aller vite, ne s'éloigner qu'à la marge de la version du Conseil des États, et gagner la votation populaire dans la foulée. Une fois que nous aurons l'appui de la population pour fixer des objectifs clairs de réduction des émissions, pour des mesures sérieuses en matière de chauffage et de transport aérien, pour une compensation des importations de carburants, nous pourrions aller plus loin, forts de cet élan et de cet appui populaire. Retarder maintenant le traitement de cette loi sur le CO₂, dans l'espoir de l'améliorer grâce au nouveau parlement, c'est lâcher la proie pour l'ombre, c'est perdre de vue que le premier objectif doit être d'emporter le vote populaire inéluctable sur cette question. Parce que, dans un système de démocratie directe, tout changement politique en profondeur passe par une légitimation populaire, et que celle-ci doit intervenir au plus vite, pour ouvrir ensuite la voie à des réformes plus ambitieuses.

Nous pourrions lister mille autres priorités pour la législature à venir, à commencer par les retraites, les primes, les progrès indispensables en matière d'égalité – une première étape doit être franchie en février, avec le vote sur la norme anti-discrimination –, par le référendum contre les allègements fiscaux en faveur des familles les plus aisées, par l'initiative pour des multinationales responsables. Nous aurons le temps de traiter tout ceci au cours des semaines et des mois à venir.

Dans l'immédiat, nous allons devoir procéder à l'élection du Conseil fédéral. Deux logiques s'affrontent : d'une part celle qui entend, au nom de la concordance, intégrer toutes les grandes forces politiques, celles qui disposent d'élus dans les deux chambres, et qui, de par la volonté populaire,

disposent de sièges dans les exécutifs cantonaux. C'est incontestablement le cas de l'UDC, du PS, du PLR, du PDC et des Verts. Mais pas – en tous les cas pour l'heure – des Verts libéraux.

La seconde privilégie une approche arithmétique de la question, et ne retient que la formule appliquée en 1959 : 2 – 2 – 2 – 1. En omettant de préciser que nous avions alors trois partis aux environs de 20 % (le PLR, le PS, le PDC) et un quatrième aux environs de 10 % (le PAI d'alors, l'UDC actuelle). Selon cette logique-là, le quatrième parti représenté (le PDC) doit céder un siège au nouvel arrivant (les Verts). Il est pour le moins étonnant de voir aujourd'hui ces mêmes démocrates-chrétiens s'appuyer sur cette formule et sa stabilité pour refuser d'entendre la candidate des Verts. Ils ne semblent pas réaliser que radicaux et UDC, en bétonnant cette approche mathématique, mettent à disposition des Verts le siège du PDC lui-même en 2023. Le parti de Gerhard Pfister semble vouloir ne laisser à personne l'honneur de sceller son sort, il s'apprête à clore lui-même par son vote le 11 décembre prochain la période de sa participation au gouvernement. Soutenir le 2 – 2 – 2 – 1 du PLR et de l'UDC, c'est admettre que si les Verts confortent en 2023 leur position actuelle, les démocrates-chrétiens s'effaceront.

Et nous ? Le nouveau Groupe en décidera. Pour ma part, je préfère à toutes ces considérations mathématiques une logique politique. L'UDC et le PLR n'ont plus de majorité au Conseil national, ils n'en ont pas au Conseil des États, pourquoi la garderait-il au Conseil fédéral ? Ou exprimé différemment, le PDC se glorifie de son rôle d'arbitre au parlement, pourquoi le refuse-t'il au Conseil fédéral ? Ou encore : cette majorité de droite n'a porté aucune des réformes urgentes et nécessaires pour notre pays, ni sur l'Europe, ni sur les retraites, ni sur le climat, ni sur les primes maladie, pourquoi faut-il lui permettre de poursuivre son voyage à la tête du gouvernement ? Ou bien si vous préférez : nous ne sommes pas en phase avec la stratégie du ministre des Affaires étrangères, une politique qui rompt avec celle de ses prédécesseurs sur le Moyen-Orient, sur le rôle de la Suisse à l'ONU, sur l'aide au développement, pourquoi devrions-nous empêcher une modification de la composition du Conseil fédéral ?

Nous répondrons à ces questions, ensemble au sein du Groupe et au terme de nos débats. Et nous le ferons avec élan et énergie. Pour l'instant deux tâches nous attendent : analyser sans fard les causes de notre recul, et faire le maximum de la victoire électorale que la population a donnée à la gauche dans ce pays. Et rassurez-vous, ce n'est pas de la schizophrénie : c'est juste de la lucidité, sans effets de manches, sans le pathos qui sied parfois à ce genre d'exercice, mais avec la détermination de répondre ensemble aux attentes des électrices et électeurs progressistes de ce pays.